

Réunion avec Guillaume Kasbarian : Déclaration liminaire de Solidaires Fonction Publique

Monsieur le ministre,

Nous souhaitons exprimer ici notre colère sur la situation de la fonction publique et de ses agent-es qui, si elle n'est pas nouvelle, continue de s'aggraver.

Certes vous recevez les organisations syndicales suite à leur demande. Mais il s'agit désormais d'écouter les revendications des agent-es que nous représentons et d'y répondre sans attendre.

Vos orientations et annonces ne sont pas acceptables :

- vous annoncez la suppression de la GIPA. La GIPA n'est pas notre revendication initiale, nous revendiquons en priorité une augmentation générale des salaires. Toutefois, supprimer la GIPA **sans** augmenter significativement les salaires va continuer d'appauvrir de nombreux agent-es.
- L'augmentation de 0,06 euros annoncée pour les bas de grilles afin de ne pas passer en dessous du smic est ridicule au regard de la précarisation massive des agent-es.
- impasse sur la question salariale rien sur le sujet si ce n'est vos annonces plus ou moins claires de gel salarial
- L'annonce du passage à 3 jours de carence et l'abaissement de l'indemnisation à 90% pour les 3 mois de maladie est une provocation à l'égard des agent-es à qui il serait donc imposé les pires conditions de prise en charge de la maladie du secteur privé.
- Alors que la charge de travail des agent-es ne cesse d'augmenter, il leur est annoncé de nouvelles suppressions de postes.

Tous ces éléments constituent autant d'éléments qui vont appauvrir les agent-es publics et aggraver leurs conditions de travail.

Vous nous avez présenté les revalorisations du point d'indice de 2022 et 2023 comme étant les plus grosses augmentations depuis des années. Elles n'ont pourtant rattrapé ni les 10 ans de gel ni l'inflation.

Nous, organisation syndicale représentative, nous portons ici la parole des agent-es qui ont de plus en plus de difficultés financières mais aussi de plus en plus de difficultés à exercer leurs missions, faute de moyens et faute de personnels suffisants.

Des agent-es qui sont pourtant régulièrement remerciés dans les médias pour leur engagement à faire fonctionner les services publics. Vous avez d'ailleurs vous-mêmes remercié les agent-es publics récemment.

Cela avait déjà été le cas très largement durant le covid. On se sert aujourd'hui des jours maladies de ceux qui ont été contaminé·es parce qu'ils et elles travaillaient en première ligne pour illustrer une augmentation du nombre d'arrêts maladie jetant ainsi le discrédit et laissant entendre que certain·es profiteraient.

On va appauvrir massivement les agent·es déjà les moins bien payés et tout particulièrement les femmes avec ses 3 jours de carence. Faut-il vous rappeler monsieur le ministre que la fonction publique est majoritairement féminisée.

Nous ne reviendrons pas sur les conséquences sanitaires par ailleurs de cette mesure qui impliquera notamment d'envoyer des soignant·es malades par exemple contaminier avec d'autres maladies des personnes déjà affaiblies.

Les mercis ne paient pas les loyers, ne bouclent pas les fins de mois.

Les services publics et les agent·es publics avant d'être un coût sont une richesse. Leurs salaires ont moins augmenté que les salaires du privé. Cette situation ne peut plus durer.

Solidaires FP souhaite par ailleurs réaffirmer ici, tout comme elle avait pu le faire avec votre prédécesseur, son opposition totale aux orientations envisagées dans le projet de loi. La rémunération au mérite et la remise en cause de la linéarité des carrières, sont des facteurs d'injustice et d'inéquité privant les agent·es de toute transparence dans leur rémunération et dans leur déroulé de carrière. Elles ne sont en aucun cas des réponses au manque d'attractivité de la fonction publique.

Il en est de même pour le fait de faciliter le licenciement. Des procédures existent. Rien ne justifie d'en faciliter les cadres.

La fonction publique, ses agent·es publics et les services publics ont besoin de moyens matériels et humains. De bonnes conditions de travail, qui ne se négocient pas ni s'échangent contre des jours de carence. Des rémunérations à la hauteur du travail qui est réalisé par toutes et tous.

Ils et elles n'ont pas à s'excuser ni à remercier d'être rémunéré·es pour le travail effectué.

Solidaires exige donc ici solennellement et attend des réponses claires aujourd'hui :

- le retrait du projet de loi dit Guérini
- l'abandon des amendements du gouvernement prévoyant 3 jours de carence et le passage à 90% d'indemnisation pour les 3 mois de maladie
- le maintien de la GIPA
- l'ouverture de négociations salariales avec des enveloppes ambitieuses permettant de répondre à l'ampleur de l'urgence salariale dans la fonction publique avec notamment la revalorisation du point, l'indexation sur l'inflation et l'attribution de 85 points pour toutes et tous
- Bien entendu, ces revendications n'épuisent pas toutes celles que Solidaires porte également en matière d'emplois, de recrutements, de titularisations, conditions de travail (et c'est bien la question à creuser si l'on veut s'intéresser et répondre aux absences des agent·es et non à l'absentéisme), d'égalité, action sociale, protection sociale notamment...